



49-3 ou pas, dans la rue les travailleurs peuvent imposer le retrait de la loi Macron !

Tract édité par le NPA de l'agglomération de Rouen

février 2015

On a assisté la semaine dernière à une passe d'armes bien huilée : le gouvernement de Valls, n'étant pas assuré d'une majorité pour la loi Macron, a dégainé l'article 49-3 de la Constitution lui permettant de faire passer en force une loi sans vote.

Quand les députés se chamaillent.....

La droite (UMP et UDI) surjouant la dramatisation, a rédigé à la hâte une motion de censure qui, si elle avait été majoritaire, aurait obligé le gouvernement à démissionner. Il fallait bien que la droite trouve un moyen de se démarquer du PS alors même que Sarkozy a dû maintes fois rêver d'une loi Macron lorsqu'il gouvernait, tant elle est au service des patrons qu'il défend comme son successeur !

... à la fin, ce sont les salariés et les jeunes qui payent l'addition !

Valls n'a pas voulu prendre le risque que toute son allégeance au patronat concentrée dans la loi Macron ne soit au final pas votée. Cela aurait été un vrai camouflet pour l'ensemble du gouvernement et Hollande lui-même.

De la possibilité de généraliser des plans de licenciements au rabais à la généralisation du travail le dimanche, en passant par la destruction de la justice prudhomme, c'est une déclaration de guerre sociale que le gouvernement fait à l'ensemble des salariés et de la jeunesse. Et le gouvernement prépare déjà la suite : Valls présentera cette semaine les grands axes de la loi Rebsamen sur le « dialogue social » dont la presse annonce déjà qu'elle reprendra les propositions du MEDEF.

Le seul moyen de les faire reculer : unir nos forces et nos révoltes

La dernière fois que le 49-3 a été utilisé c'était par Villepin, premier ministre de Chirac en 2006 pour imposer le Contrat Première Embauche. Mais les jeunes qui étaient en grève dans les universités et les lycées, ont manifesté pendant des semaines entraînant avec eux les salariés alors même que la loi avait été adoptée. Par la mobilisation, ils ont imposé l'abrogation de ce nouveau contrat précaire spécial jeune.

À l'Assemblée nationale, les députés du PS et de l'UMP comparent leur degré de soumission au Medef, les « frondeurs » et le Front de gauche quant à eux veulent amender la politique du gouvernement au lieu de la rejeter

A nous de nous mobiliser car l'opposition aux plans du patronat et de gouvernement ne peut venir que des travailleurs. Après avoir été dramatiquement silencieuses, les directions syndicales de la CGT, de FO et de Solidaires appellent enfin à une journée de grève interprofessionnelle le 9 avril prochain.

Nous ne devons pas passer à côté de cette date mais au contraire, être massivement en grève, manifester dans la rue et nous réunir en assemblées générales pour discuter des suites à donner au 9 avril.

Il n'y aura pas d'autres moyens pour gagner que d'unir dans la lutte toutes celles et ceux qui se battent régulièrement pour des augmentations de salaires, contre des réorganisations du travail, pour des postes supplémentaires.

C'est dès le 9 avril que toutes et tous ensemble, nous devons commencer à battre en brèche la loi Macron !

**Prenez contact avec le NPA de Rouen : correspondance@npa76.org
ou écrire à Npa 40 rue des Murs St Yon – 76100 Rouen – tel : 02 35 63 32 02**

AUSTÉRITÉ EN GRÈCE : L'UNION EUROPÉENNE RESSERRE LE NŒUD COULANT

Manolis Glézos, 92 ans, député européen de Syriza, est en Grèce un héros national. A l'âge de 18 ans, au nez et à la barbe des soldats nazis, il était allé décrocher leur emblème flottant au sommet de l'Acropole. Son geste avait marqué le début de la révolte armée contre l'occupant.

Sa déclaration du 22 février, « *Je demande au peuple grec de me pardonner d'avoir contribué à cette illusion* », a donc fait sensation. Manolis Glézos se réfère ici à l'accord passé le 20 février entre la Grèce et l'Union européenne, un accord qui perpétue l'austérité en ne laissant au nouveau gouvernement grec que des marges de manœuvre minuscules. Comme il l'ajoute, « *changer le nom de la troïka en "institutions", celui du mémorandum en "accord" et celui des créanciers en "partenaires", ne change en rien la situation antérieure.* »

Après s'être associés au gouvernement avec le parti de droite souverainiste des Grecs Indépendants, puis avoir fait élire un président de la République membre de la droite anciennement au pouvoir, Alexis Tsipras et la direction de Syriza n'ont rien fait pour contraindre les capitalistes européens à reculer. Au contraire, ils ont joué leur jeu en refusant d'en appeler à la mobilisation populaire, ainsi qu'en affirmant vouloir rester à tout prix au sein de l'euro et de l'Union européenne.

Mais rien n'est définitivement joué, car les travailleurs et le peuple grecs ne sont pas encore entrés dans la danse. Leur mobilisation, avec celle des salariés de toute l'Europe, peut changer la donne. Plus que jamais, tenons-nous à leurs côtés !

LES URGENCES GRIPPÉES PAR L'AUSTÉRITÉ

Jeudi 19 la ministre de la santé Marisol Touraine est allée se pavaner à l'hôpital

Lariboisière à Paris et a annoncé le déclenchement du plan d'urgence « Orsan » contre l'épidémie de grippe.

Mais le problème de fond, c'est que tous les gouvernements ont refusé de tirer les leçons de la canicule de 2003. Ils ont continué de saigner les effectifs de l'hôpital public. Comme le dit le Dr Prudhomme, porte-parole du syndicat national des urgentistes : « *L'hôpital public est tellement délabré qu'on n'arrive plus à gérer une épidémie de grippe (...). Aux urgences, on travaille comme des dingues, dans des conditions lamentables, et au bout du tunnel, il y a des morts.* » Et faut-il rappeler que les syndicats de l'AP-HP dénonçaient encore en décembre dernier la situation dramatique des urgences et la fermeture de l'Hôtel-Dieu ?

Cette année 728 cas de grippe ont nécessité des hospitalisations en réanimation, dont 72 sont mortes. L'austérité, ça tue !

Grande soirée de soutien à Kobané et aux peuples du Kurdistan syrien à St Étienne

Mercredi 11 mars à la Salle Festive de St Étienne (avenue des Coquelicots) de 18h à 21h. Organisée par l'association des Kurdes de Normandie, des partis, des associations, des syndicats.

Projection de documentaires, prises de paroles, restauration et danses kurdes. Entrée gratuite.

Une collecte sera organisée pour la reconstruction et la défense de Kobané. Ces fonds seront transmis au Croissant Rouge kurde qui identifie les besoins de la population.